



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

« Indemnité inflation de 100 euros », les privés d'emplois en seront-ils privés ?

À peine la réforme d'assurance chômage entrée en vigueur – avec comme effet de diviser par deux, voire par trois, un très grand nombre d'allocations – sous couvert d'une très incertaine amélioration économique, le gouvernement a décidé de mettre en place une « indemnité inflation » pour celles et ceux qui ont perçu une rémunération inférieure à 26 000 euros bruts, au titre de la période courant du 1^{er} janvier au 31 octobre 2021. Les privés d'emploi sont concernés par cette mesure mais le « parcours du combattant » imposé par Pôle Emploi rend illusoire son versement pour nombre d'entre eux ! De plus, 100 euros sont loin, très loin de compenser la perte d'allocations chômage du fait de la réforme !

Si les privés d'emploi sont concernés sous conditions, quid des précaires qui ont travaillé quelques heures au mois d'octobre ? Décidément, qu'il s'agisse de statistiques ou de primes, le gouvernement ne s'embarrasse jamais des catégories B et C...

De plus, le versement de cette indemnité ne sera pas aisé, du fait de la mise en œuvre de mécanismes complexes et de l'état des services de Pôle Emploi surchargés par manque d'effectif, de directives claires, craintes et tensions en raison de l'application de la réforme d'assurance chômage...

Alors que l'exécutif ne cesse de marteler que le travail doit rapporter plus que le chômage, il crée de nouvelles inégalités entre les privés d'emploi qui seront exclus de ce dispositif parce qu'ils auront travaillé quelques heures dans le mois ! Ceux-ci devront se tourner vers un de leurs employeurs du mois d'octobre.

Qui peut sérieusement penser que les travailleurs chez un « particulier employeur » pourront facilement accéder à la prime ? Que dire des travailleurs à domicile, des saisonniers, des intérimaires, des extra-hôteliers, des intermittents du spectacle ? Que dire de ceux qui attendent déjà un paiement de salaires qui ne vient pas, de ceux qui ont été en période d'essai non suivie embauche, des CDI à temps très partiel, des multi-employeurs, des livreurs à vélo ?

L'augmentation générale des salaires, des retraites et des minima sociaux est la préoccupation première des salariés, des privés d'emplois et des retraités. C'est dans ce cadre que la CGT, dans une démarche unitaire, appelle à une grande journée de grève, de mobilisation et de manifestations partout en France, le 27 janvier prochain, afin d'exprimer nos revendications et notre aspiration à mieux vivre des fruits de notre travail !

Montreuil, le 27 décembre 2021